

55. abus de licence et de conversion

Les abus de licence et de conversion

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Une licence est une autorisation de faire quelque chose qui serait autrement illégal.

Nous avons déjà abordé l'utilisation abusive des licences et la conversion illégale des droits naturels en privilèges en ce qui concerne la pratique du droit et la pratique de la médecine, à la fois, ainsi que le droit de voyager sur la voie publique.

Toutes ces professions et activités et bien d'autres ont été autorisées à but lucratif et à gagner un pouvoir et un contrôle coercitifs. Le pire de ces empiètements a été l'octroi de licences de mariage. Les gens ont été induits en erreur pour croire qu'ils devaient avoir une licence pour se marier.

Il s'agit d'une infraction contre Dieu et l'homme, réduisant la relation conjugale avec un arrangement commercial, avec des partenaires tiers non divulgués sous la forme des franchises de la Municipal Corporation délivrant les licences.

Ces soi-disant mariages civils sont interprétés comme des coentreprises, l'intérêt de franchise invisible de la Municipal Corporation revendiquant une participation dans les «produits» de ces coentreprises - les enfants, les maisons, les biens privés et d'autres actifs.

Pas étonnant que nos relations personnelles se soient de plus en plus réduites à des accords commerciaux, les hommes et les femmes se pensant en termes commerciaux: faire du shopping pour une bonne affaire, passer à un nouveau modèle lorsque l'ancien est porté et fatigué.

Si les gens n'obtiennent pas ces licences de mariage, leur relation est dénigrée et remise en question, leur accès à divers types de protection d'assurance privée en tant que couple est refusé, leur pouvoir de parler l'un pour l'autre en tant que mari et femme est refusé, leur capacité être reconnu comme une unité familiale est blessé et de nombreux autres préjudices reviennent à la fois aux individus et à la famille dans son ensemble.

Bien que tout cela puisse avoir une certaine utilité administrative du point de vue de la résolution efficace des litiges matrimoniaux, il n'entre pas dans la vérité et est basé sur une fraude essentielle en vigueur, premièrement, dans la présentation de la demande de licence et le paiement du permis d'exercice sous la couleur de la loi, deuxièmement, dans l'imposition d'une sanction pour ne pas avoir obéi à la demande de permis, et troisièmement, dans la terrible non-divulgateion impliquée.

Cette pratique d'octroi de licences particulièrement odieuse a commencé dans ce pays au lendemain de la soi-disant guerre civile américaine, lorsque les anciens esclaves des plantations devaient respecter diverses normes de stabilité financière et d'emploi et de compétence sociale avant de pouvoir se marier. Il s'agit d'un pur préjugé racial promulgué comme législation. Les auteurs craignaient que les Noirs ne prolifèrent et ne deviennent indigents et ne créent un fardeau pour la citation, "éléments productifs de la société".

Cette licence répugnante a été progressivement mal appliquée à tout le monde, de couleur ou non, sur la présomption que s'ils demandaient une licence de mariage, ils devaient être colorés ou adopter volontairement la nationalité municipale.

Cela a joué et soutenu la présomption légale selon laquelle toute personne titulaire d'une licence de mariage en avait besoin et doit en outre être présumée être un citoyen municipal des États-Unis. Cela était, bien sûr, commode, car les "citoyens des États-Unis" étaient définis comme des débiteurs coupables, pré-jugés et obligés de payer les charges qui leur étaient imputées par le 14^e amendement à la "Constitution" de 1868 Corporation".

Ainsi, un piégeage et une imposition aux droits naturels de l'humanité en ont conduit un autre, et toute la toile des mensonges, des préjugés et de l'intérêt personnel a servi à soutenir les autres parties.

Ce système répandu de goading people pour demander des licences de mariage avec des sanctions sociales et d'assurance d'un côté, et des hypothèses de convenance déplacées de l'autre, a conduit presque tout le monde à obtenir des licences de mariage et à être inconsciemment entraîné dans cette union impie avec une société municipale franchise, qui revendique ensuite le droit de disposer des biens de la coentreprise - garde des enfants, et la propriété de la maison familiale, etc. Il sert également secrètement à obliger davantage les victimes de cette non-divulgateion au fardeau des citoyens municipaux.

Le Congrès territorial a saisi les esclaves des plantations noires libérées en supposant qu'ils étaient devenus des apatrides et en leur conférant la citoyenneté municipale --- encore une fois, commodément, le statut politique précis requis pour payer les dettes de la British Territorial Municipal Corporation.

De cette façon, la propriété privée des esclaves dans ce pays a été abolie et immédiatement après, l'esclavage public a été institutionnalisé.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

4 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 23:02:03 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:17:06 by Bryan